
CONCLUSION

Politiques publiques en matière d'efficacité énergétique:

L'importance de la maîtrise économique

Catherine Césarsky

Pour tenir les objectifs du Grenelle:

Besoin de renforcer la recherche pour atteindre le facteur 4, avec une forte composante d'efficacité énergétique

L'importance d'une vision intégrant une évaluation économique, au-delà-même d'une approche uniquement énergétique

L'intérêt d'une approche multicritère, comme par exemple l'avantage des RNR, tant sous l'angle de la ressource rare uranium que de son potentiel en terme de réduction des déchets

L'intérêt de l'évaluation des systèmes complexes (exemple : le Btl et son efficacité en termes de CO2 et de préservation de la ressource agricole ou sylvicole)

L'importance d'une vision dynamique des progrès (une efficacité de 100 % dans 300 ans a peu d'intérêt)

La pertinence des travaux du CEA dans certaines domaines ciblés.

Pour assurer la transition vers l'efficacité énergétique,

les politiques publiques sont primordiales:

- pour le déploiement des mesures d'efficacité
qq soit leur forme légale/fiscale.
- pour le soutien aux filières nationales
- pour l'investissement
- pour le financement de la R&D
- pour l'amorçage et/ou le soutien des entreprises impliquées
(Etat, "grand emprunt" et coll. locales)

Trois éléments "nouveaux"

**Le grand emprunt,
la mission du CEA
la contrainte budgétaire accrue**

La nécessité d'une double vision:

- une vision technique, dont le programme NTE est porteur**
- une vision économique**

Cette double vision doit être partagée par les acteurs au plan national

A titre d'exemple illustratif :

le rapport remis aux tutelles en appui du Grenelle par le Boston Consulting Group

Les objectifs du Grenelle

Scenario BAU: +0.8% p.a. sur 2006-2020

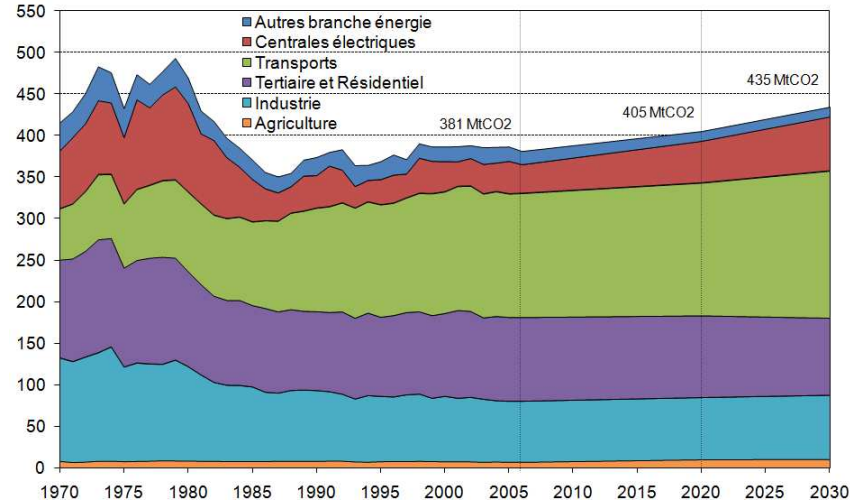
- Croissance des renouvelables (+2.9% p.a.)
- Idem gaz (+2.8% p.a.)
- Pétrole et nucléaire: stabilité
- Déclin du charbon (-1.5% p.a.)

“Grenelle” : -0.3% p.a. sur 2006-2020

- Forte croissance des renouvelables(+5.2% p.a.)
- Gaz et nucléaire: stabilité
- Baisse du pétrole(-1.5% p.a.) et du charbon(-6.4% p.a.)

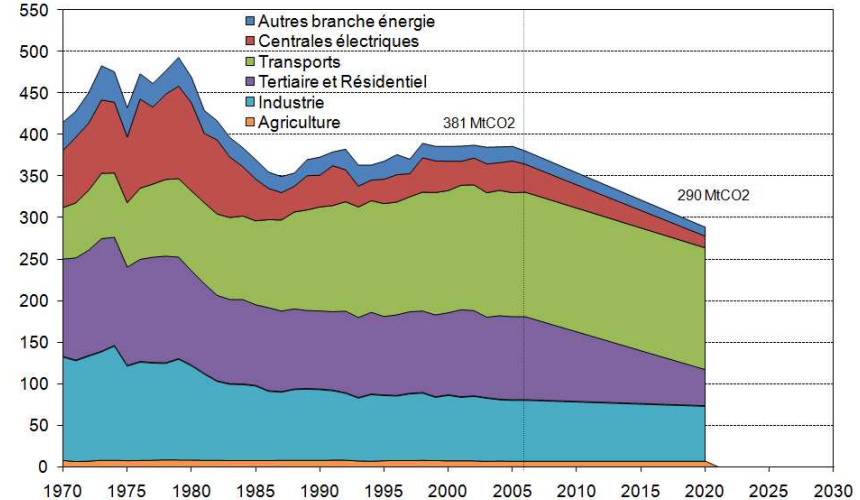
+24 Mt CO2 in 2020

MtCO2



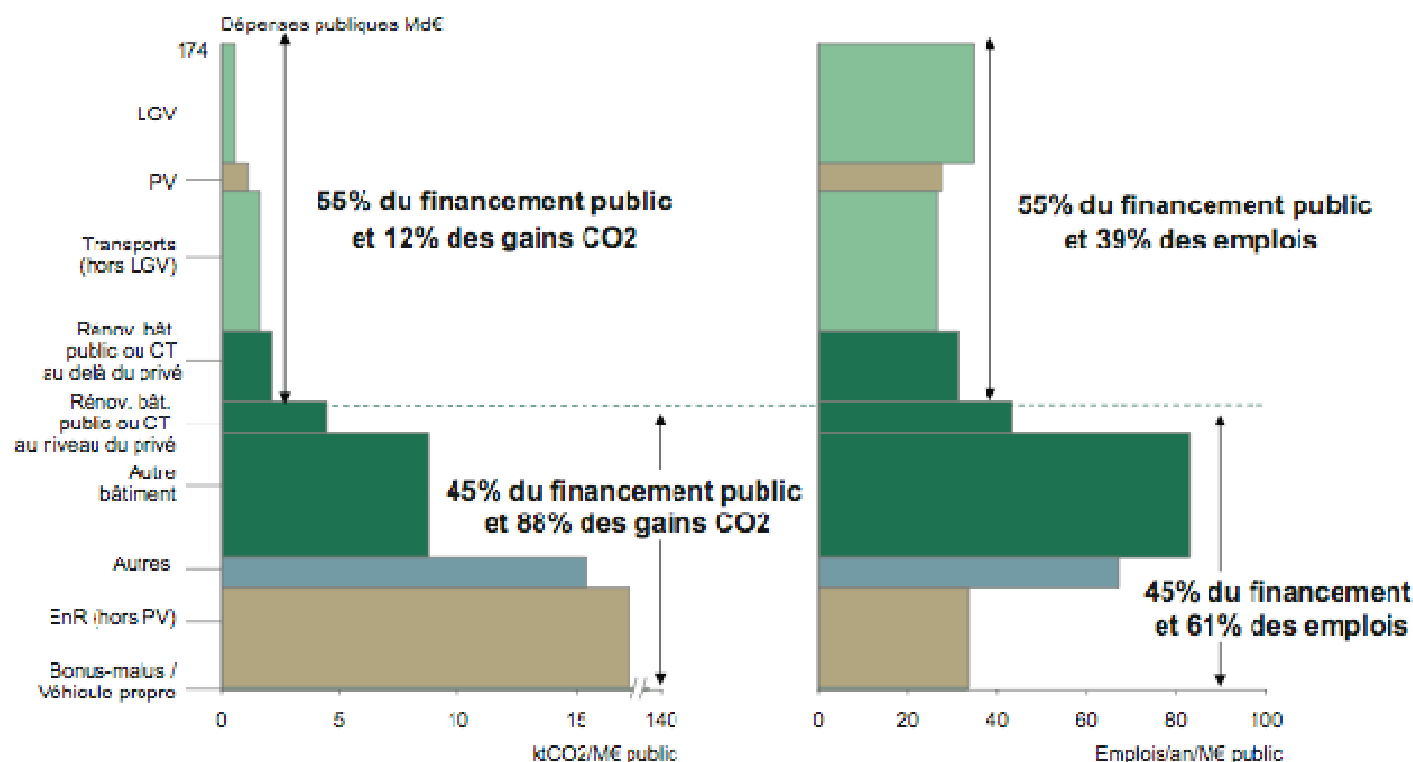
-92 Mt CO2 in 2020

MtCO2



L'importance d'une vision de l'emploi des ressources

En synthèse, toutes les mesures contribuent de façon significative, au moins en emplois



Note: Actualisation des kgCO2 / € public sur 22 ans en moyenne (variation selon les projets) avec un taux à 4%, avec prise en compte d'un décalage entre les gains CO2 et les investissements allant de quelques mois à plusieurs années selon les projets (par exemple 6 mois pour le bâtiment et 4 ans pour les projets de transports). Ces kgCO2 incluent la biomasse

222850-10-Evaluation Grenelle Environnement-2009-Dossier en ligne v4-D-Parppt

THE BOSTON CONSULTING GROUP

12

© Copyright ICG 2009

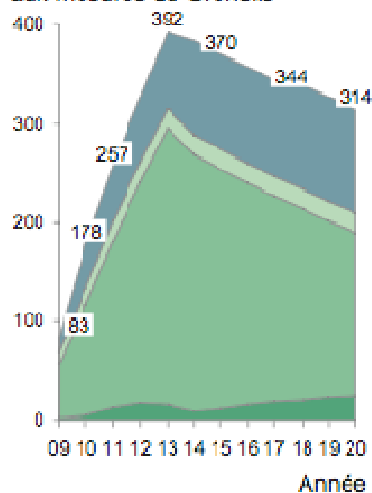
Exemple : le coût des mesures “bâtiment”

Programmes du Grenelle

Première analyse des impacts économiques et emplois

Mesures bâtiment - programmes 1, 2, 3, 4 et 13

Evolution des emplois (000) liés aux mesures du Grenelle



Note : Impact du Grenelle sur le bâtiment Tertiaire privé non pris en compte à ce stade
Source: Fiches Grenelle – entretiens – Analyses ECG

222360-10-Evaluation Grenelle Environnement-2009-Dossier en ligne v-JD-Par.ppt

THE BOSTON CONSULTING GROUP

36

Activités économiques générées (Md€)

	09-13	09-20	Commentaires
4- Rénovation thermique des bâtiments publics et collectivités locales	13	50	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmer possibilité de financer par PPP sur 20-30 ans • Discuter pertinence et faisabilité de la rénovation de 100% du parc : 120 Mm² (Etat) 130 Mm² (Collectivités) • A noter : écart de 10 Md€ en impact 2009-2020
3- Rénovation thermique des logements sociaux	5	12	<p>120 G€ pour 1 €/kWh</p> <p>↓</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conforter l'ambition de passer à 400 000 rénovations lourdes soit 15% des résidences principales sur 12 ans • Conforter l'ambition de gain de 260 kWh/m² avec des rénovations de ~300 €/m²
2- Rénovation thermique dans le bâtiment ancien	44	120	<ul style="list-style-type: none"> • Conforter l'ambition de 25% des constructions en avance de phase par rapport à la norme • A noter : Non prise en compte à ce stade des constructions du secteur tertiaire (mesures non définies à ce stade) : impact limité
1- Rupture technologique dans le bâtiment neuf	3	9	<ul style="list-style-type: none"> • A chiffrer (impact limité)
13- Aménagement durables des territoires	-0	-0	<ul style="list-style-type: none"> • A chiffrer (impact limité)

© Copyright ECG 2009

On tire de cette démarche pour les tutelles:

- un ordre de priorité pour la dépense publique

“toutes les mesures contribuent de manière significative, du moins en emplois”

- une possibilité d'analyse des risques de surcouts

Et pour la stratégie R&D:

**-une “offre” technique en ligne avec les demandes
(mais des idées nouvelles peuvent changer la donne)**

- une bonne appréhension des enjeux économiques

Conclusion

Dans la situation actuelle, le rôle du CEA et celui de ses partenaires dans ANCRE, lui confère une grande responsabilité.

Une partie de la réponse aux questions énergétiques et aux problèmes climatiques vient des progrès techniques amont et de leur intégration.

Une autre partie vient de la pertinence de la stratégie globale des politiques publiques , de la recherche au déploiement massif.

Elle doit bénéficier pleinement de l'analyse technico-économique menée par ITESE et ses partenaires.